

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXTER MUNITIONS SA

13 bis chemin des poudrières
65000 TARBES

Références : 2022-0773
Code AIOT : 0006802521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement NEXTER MUNITIONS SA implanté 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 TARBES. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTER MUNITIONS SA
- 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 TARBES
- Code AIOT : 0006802521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site Nexter Munitions se situe au Nord-Est de l'agglomération de Tarbes. Il est spécialisé dans la production d'explosifs primaires et la réalisation de composants ou objets pyrotechniques. Il accueille également un service d'étude et de développement. Le site est soumis à autorisation et classé Seveso Seuil Haut pour la fabrication et le stockage de produits explosifs. L'exploitation du site est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2001.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sous-traitance (action nationale 2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3		
3	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3		
4	Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3		
5	Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1		
6	Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5		
7	Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5		
8	Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5		
9	Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5		
10	Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5		
11	Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5		
12	Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5		
13	Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3		
14	Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des informations transmises par l'exploitant et des constats réalisés par l'inspection au cours de cette visite, il apparaît que la gestion et la formation des entreprises extérieures sous-traitantes sont bien encadrées et organisées sur le site Nexter munitions de Tarbes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation (liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations. La liste pour l'année 2022 a été fournie à l'inspection des installations classées. Elle comporte 47 sous-traitants. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu s'entretenir avec des salariés de 2 entreprises sous-traitantes présentes ce jour-là : la société qui gère le gardiennage du site et le nettoyage des locaux. Ces deux sociétés sont bien présentes sur la liste fournie par l'exploitant. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure « Entreprises Extérieures Intervenantes (EEI) », datée du 30 juin 2020. Cette procédure décrit les exigences de l'exploitant pour la maîtrise des risques Santé Sécurité Environnement (SSE) liés aux entreprises extérieures intervenantes au sein des sociétés du groupe. Il apparaît que les entreprises extérieures qui interviennent sur le site (hormis le gardiennage) ne sont pas directement impliquées dans la prévention et le traitement d'un accident majeur. Elles interviennent, pour la plupart, en prestation maintenance ou travaux neufs. L'exploitant précise que les sous-traitants n'interviennent pas dans les installations lorsqu'elles sont en activité pyrotechnique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La procédure mentionnée dans la fiche n°1 prévoit l'établissement d'un plan de gestion des risques Sécurité Santé Environnement (autrement appelé Plan de Prévention) qui contractualise l'intervention du sous-traitant. Dans le cadre de ce plan de prévention, sont prévus : <ul style="list-style-type: none">– une visite préalable conjointe NEXTER / entreprise extérieure des lieux d'intervention– la remise d'un tableau de maîtrise des risques réalisé par l'EE– l'établissement d'un permis de travail (signé quotidiennement par les salariés de l'EE)– la transmission des procédures d'urgence associées– la signature de ce document par tous les intervenants au début des travaux. Le procédé prévoit des niveaux de sous-traitance en N-1 et N-2. Sur le site de Tarbes, l'exploitant indique que seule de la sous-traitance N-1 est autorisée. Des plans de prévention en cours de validité ont été présentés lors de l'inspection. Le salarié de l'entreprise sous-traitante en charge du gardiennage (24/24) et présent au poste de garde a été interrogé sur son rôle d'alerte et de surveillance dans le cadre de l'organisation mise en place notamment dans le Plan d'Opération Interne (POI) du site. Il a pu présenter ses attributions et montrer les documents de référence qu'il utilise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Un document "permis feu" existe. Il est délivré par le service Maintenance quand nécessaire en complément du permis de travail délivré le premier jour de l'intervention de l'entreprise sous-traitante. L'exploitant précise qu'il délivre très peu de permis feu. Le permis feu prévoit de maintenir une surveillance du chantier pendant 2 heures au moins après la cessation du travail. Un exemple de permis feu récent a été présenté. Il concernait une intervention de soudage dans un coffret électrique sur un poteau sur une route interne du site. L'exploitant ne formalise pas la surveillance réalisée post-chantier. Dans le cas présent, l'exploitant précise que la zone concernée est surveillée depuis le poste de garde (caméras de surveillance du site).
Observations : L'exploitant pourrait améliorer son suivi des travaux avec permis feu (peu nombreux) afin de garantir, quand cela est nécessaire, que la surveillance post-chantier est bien réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Lors d'interventions sur plusieurs jours, l'exploitant prévoit la réalisation d'audits de chantier. Ces audits, très axés sécurité au travail, peuvent permettre également de vérifier la bonne connaissance des consignes et "règles d'or" du site. Des exemples d'audits réalisés ont été présentés lors de l'inspection. De plus, dans le cadre de travaux neufs, des réceptions de chantier sont réalisées par le responsable du projet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Organisation, formation (procédures d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Constats : Les personnels sous-traitants sont accueillis lors du premier jour sur site par le service Maintenance ou Prévention des risques. Une présentation du site, des dangers et des conduites à tenir est réalisée à cette occasion.</p> <p>Les personnels sous-traitants interrogés le jour de l'inspection ont mentionné cette formation et ont su expliciter leur rôle (gardiennage) ou la conduite à tenir (société de nettoyage) en cas d'incident ou d'accident sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</p> <p>Constats : Hormis l'entreprise de gardiennage, les entreprises sous-traitantes intervenant sur le site de Tarbes, n'ont aucun rôle particulier à jouer en situation d'urgence. L'exploitant organise a minima un exercice annuel de son Plan d'Opération Interne (POI). Les compte-rendus des deux derniers exercices ont été transmis. A chaque fois, le personnel sous-traitant présent a joué le jeu lors de l'évacuation des locaux.</p> <p>Le salarié de l'entreprise de gardiennage présent le jour de l'inspection a su présenter et expliciter son rôle lors des derniers exercices ou incidents sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'instruction « Réalisation et suivi de la formation sécurité » dont la dernière mise à jour date du 22/07/2020 a été transmise. Elle est spécifique au site de Tarbes. Elle contient un chapitre dédié à la formation des personnels des entreprises extérieures. Elle prévoit que la formation des personnels soit assurée par le service Maintenance ou le service Prévention des Risques suite à l'élaboration du plan de prévention. Elle consiste en une présentation réalisée le premier jour de travail sur site. Cette formation fait l'objet de documents signés par les salariés et archivés au service Prévention des Risques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Une présentation du contenu de la formation réalisée auprès des entreprises extérieures a été faite en séance. La formation balaye les activités du site, le plan de prévention, les permis (permis de travail, permis de feu), la consigne générale de sécurité, la consigne d'évacuation, les panneaux d'obligation et d'interdiction et une sensibilisation environnement. Au regard de la typologie des activités sous-traitées sur le site, cette simple formation semble suffisante pour assurer une connaissance des risques aux salariés concernés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Comme indiqué précédemment, la formation a lieu le premier jour de l'intervention sur site du personnel sous-traitant. Pour les entreprises présentes régulièrement sur site (maintenance matériel, électricité, petits travaux...), à chaque nouvelle intervention, le service Maintenance ou Prévention des Risques vérifie si le personnel intervenant cette fois là a bien été formé et dispense à nouveau la formation si nécessaire. L'exploitant n'a pas prévu de recyclage de cette formation.
Observations : L'inspection des installations incite l'exploitant à réfléchir à l'opportunité de prévoir une fréquence de recyclage des formations et à la mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant conserve, dans un classeur, l'ensemble des fiches d'émargement, signées par tous les personnes présentes, pour chaque formation délivrée. Il dispose également d'un tableau de recensement de tout le personnel des entreprises sous traitantes formé avec la date de dispense de la formation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Formation des entreprises extérieures (vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : A l'aide du tableau décrit dans la fiche précédente, l'exploitant peut vérifier, lors de l'accueil réalisé le premier jour de travail de l'entreprise sous-traitante, que le personnel présent a déjà eu ou pas la formation sécurité et la dispenser si nécessaire. Cet accueil est réalisé de façon systématique puisque toute intervention d'une entreprise sous-traitante nécessite la signature a minima d'un permis de travail qui est délivré lors de cet accueil. L'exploitant peut également vérifier la connaissance du personnel des entreprises sous-traitantes au travers des audits qui sont réalisés lors de certains chantiers.
Observations : Comme déjà indiqué en observation en page 2, l'exploitant pourrait utilement fixer une périodicité de recyclage de cette formation sécurité qui permettrait de s'assurer d'un maintien dans le temps de la connaissance par le personnel sous-traitant des consignes et règles mises en place sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Tous les documents ayant trait à la formation des entreprises sous-traitantes ont été présentés lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les habilitations sont demandées aux entreprises extérieures lors de l'élaboration du plan de prévention. L'exploitant peut également contrôler les habilitations des salariés présents lors des audits de chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant indique qu'aucune opération de sous-traitance n'est réalisée sur le site de Tarbes pour les mesures de maîtrise des risques (MMR) recensées dans l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet